



OCHA

Guinée

Bulletin Humanitaire Hebdomadaire

12-19 Octobre 2009

EVENEMENTS CLES

Besoins médicaux des victimes du 28 septembre en passe d'être couverts suite à des dons privés, du gouvernement et de fonds CERF

Le PAM et ses partenaires vont distribuer des vivres pour 40,000 personnes victimes des inondations

I - Situation Humanitaire

1.1 Santé

Suite aux événements du 28 septembre, le Comité de Crise a enregistré **1174** cas de blessés dans toutes les structures médicales de Conakry, dont **101** personnes hospitalisés, **1010** en traitement ambulatoire, et **63** décès. Une liste des besoins médicaux a été établie par le Comité National de Crise et circulée mais elle ne fait pas le point sur l'apport des organisations internationales aux structures de santé et ne dit pas grand-chose sur l'urgence des besoins, et donc les risques de pénurie. De plus, on ignore toujours le contenu du matériel médical apporté par la France il y a deux semaines. Seul un petit nombre de malles sont à l'Hôpital Donka mais l'inventaire n'a pas encore été fait. Le reste des colis est à l'ambassade de France. Par contre les dons en nature et en cash ont été nombreux de la part de personnes ou de sociétés privées. L'argent récolté à ce titre se monte à 117 millions de francs guinéens, soit l'équivalent de 23.000 dollars. Le gouvernement vient également de libérer la somme de 1,45 milliard de francs, ou un peu moins de 300.000 dollars pour l'achat de médicaments, matériel médical, et nourriture pour les personnes hospitalisées. Cet argent sera géré par les centres de santé et hôpitaux et supervisé par l'inspection de la Santé.

Un premier projet de la demande de fonds CERF soumise au niveau des Nations Unies à New York a été approuvée en fin de semaine passée pour une somme de 417.000 dollars. Cette somme devrait servir à reconstituer les stocks de médicaments à travers de l'OMS. Un autre projet, de l'Unicef celui-là est en attente.

Médecins Sans Frontières, en collaboration avec le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP), a terminé le samedi 10 octobre la distribution de moustiquaires aux 200 000 habitants de la commune de Matam. Plus de 75 000 moustiquaires ont été remises à 35.000 foyers, soit en moyenne 2 moustiquaires par ménage. Pendant dix semaines, les équipes de distribution ont parcouru les rues de la commune pour parler du paludisme et expliquer clairement, avec des boîtes à images, comment se protéger de la maladie en évitant les piqûres de moustiques. Le paludisme reste la principale cause de mortalité dans le pays.

Rougeole : Le total de cas cumulé, du début de l'année à la mi-octobre, s'élève à 126 cas suspects dont 56 cas positifs. Une campagne nationale de vaccination est prévue pour le mois de Novembre 2009.

Le **cholera** est sous contrôle et aucun nouveau cas n'a été notifié depuis le début du mois d'octobre.

1.2 Protection

Violence sexuelle

Le chiffre des victimes de violence sexuelle est toujours difficile à établir avec exactitude. Les chiffres connus montrent une soixantaine de cas mais il se peut que des cas ne soient pas identifiés mais aussi qu'il y ait du double comptage du aux multiples sources. Le cluster protection est en train de faire la collecte des informations sur les violences basées sur le genre au niveau de 5 communes de Conakry. Ces informations permettront d'avoir une meilleure image de la situation en matière de violences sexuelles suite à la répression des manifestations récentes mais surtout améliorer la prise en charge thérapeutique et psychosociales des victimes.

UNFPA a reçu des PEP kits pour les cas de viol, avec une partie pour les maladies sexuellement transmissibles et une autre pour la prévention du HIV.

Personnes détenues et disparues

Il y a beaucoup de familles qui n'ont pas retrouvé les corps de leurs proches suite aux événements du 28 septembre. Il y a aussi des personnes qui ont été arrêtées. Le Mouvement de la Croix Rouge encourage les familles de disparus à venir déclarer la perte de membres de ces familles. La Croix Rouge Guinéenne (CRG) a déjà reçu de nombreuses plaintes concernant des disparus. En ce qui concerne les personnes détenues, le problème est le manque d'accès des organisations compétentes au niveau des camps militaires.

1.3 Coordination

Depuis les événements du 28 septembre 2009, des réunions extraordinaires CoPIA/IASC se tiennent toutes les semaines à Conakry. Ces rencontres permettent aux intervenants humanitaires (NU, ONG, donateurs) de discuter de la réponse humanitaire à la crise présente et d'anticiper sur les besoins ultérieurs en cas de détérioration future de la situation. Les clusters se réunissent également beaucoup plus fréquemment, afin de coordonner les réponses sectorielles et aussi de revoir les plans de contingence.

Suivi des Plans de Contingence

Une réunion de restitution des travaux du sous-groupe technique sur l'élaboration du plan de contingence national s'est tenue le Jeudi 15 octobre 2009. À l'issue de cette réunion, il a été recommandé aux différents chefs de file des clusters de prendre en compte les hypothèses retenues dans ce présent plan de contingence dans l'actualisation des plans de réponse et stocks d'urgence du plan de contingence IASC. La prochaine réunion se tiendra le vendredi 23 octobre 2009 à la maison commune des Nations unies. À noter que deux autres plans de contingence (IASC & Conakry) sont également en cours de finalisation.

Suivi des inondations

Suite aux besoins identifiés lors des différentes évaluations inter agence et appuyé par une requête des autorités à travers le MATAP, le PAM a acheté 528 tonnes de vivres pour assister 40,000 personnes victimes des inondations des mois d'août et de septembre. Une réunion sur la stratégie de distribution de ces vivres s'est tenue le jeudi 15 octobre 2009 au siège du PAM. La réunion s'est accordée sur la planification et la stratégie suivante : Du 27 au 29 octobre, une activité simultanée à Kindia et Conakry de sensibilisation des populations et des autorités locales et la formation des agents de la croix rouge sur les techniques de la distribution. Du 29 au 31 Octobre, approvisionnement des sites (Conakry & Kindia). Du 02 au 05 Novembre, distribution des vivres à Conakry et Kindia. La date pour la planification des distributions dans les autres préfectures n'est pas encore déterminée.

II - Situation Sociopolitique

La session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est tenue, le 17 octobre 2009 à Abuja (Nigeria). Les participants des 15 pays membres ont décidé d'imposer un embargo sur les armes à l'encontre de la Guinée, et invité le Président de la Commission à prendre les mesures nécessaires pour obtenir le soutien de l'Union africaine, de l'Union européenne et des Nations unies dans la mise en œuvre et l'application de cet embargo.

L'UA avait fixé un ultimatum - expirant samedi à minuit - aux membres de la junte, notamment à son chef, pour s'engager par écrit à ne pas se présenter à la présidentielle de janvier, comme ils l'avaient promis lors de leur coup d'Etat du 23 décembre 2008. Si le président Dadis a bien envoyé une lettre dans les temps impartis, il a demandé que la question de sa candidature à la présidentielle soit inscrite dans la médiation du président burkinabè, Blaise Compaoré.

Suite à la décision du Secrétaire général des Nations Unies d'établir une commission d'enquête internationale pour mener des investigations sur les incidents sanglants du 28 septembre, une mission a été dépêchée à Conakry le 18 octobre 2009 afin d'examiner les modalités d'établissement d'une telle commission. Conduite par M. Hailé Menkerios, Sous-secrétaire général aux affaires politiques, la mission a eu des entretiens avec les autorités guinéennes au plus haut niveau, les représentants des organisations régionales et l'Equipe Pays du

Système des Nations Unies en Guinée. Si cette commission est une priorité au plus haut niveau, sa mise en place risque de prendre au minimum deux mois.

Levée de la suspension des manifestations à caractère politique

Dans un communiqué publié le 13 octobre 2009, le gouvernement a levé la suspension des manifestations publiques à caractère politique ordonnée le 27 septembre sur toute l'étendue du territoire tout en invitant les organisateurs à se conformer strictement aux lois et règles en vigueur contenues dans le code pénal. Exprimant, le souci de la préservation de la quiétude sociale et le respect des règles démocratiques, notamment la liberté d'expression, de circulation et de manifestation, le CNDD a indiqué qu'il rend entièrement responsable les organisateurs des manifestations publique et politiques de tout débordement

Démission au niveau du gouvernement : le Ministre de l'Agriculture et celui de la Fonction Publique, ainsi que le Ministre de l'information et de la Culture, Porte Parole du gouvernement ont, au cours de la semaine écoulée, rendu leur démission du gouvernement mis en place par le CNDD en janvier 2009. Les évènements sanglants du 28 septembre seraient la raison de leur décision respective.

OCHA-Guinée

Pour plus d'informations sur la situation humanitaire ou contribuer à nos prochains bulletins, prière de vous adresser à :
Philippe Verstraeten, Chef de Bureau OCHA Guinée, tel + 224 63 35 62 21, Email: verstraeten@un.org
Madeleine Maka Kaba, Chargée de Communication, tel +224 63 35 62 25, Email makam@un.org